

Monaco

Principauté de Monaco

Le Ministre Plénipotentiaire  
de S.A.S. le Prince Souverain

Berlin, le 6 avril 1995

## CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

\*\*\*\*\*

Allocution de Son Excellence Bernard FAUTRIER, Ministre Plénipotentiaire,  
à la première Conférence des Parties - Berlin 6 avril 1995

Madame le Président, Mesdames, Messieurs,

A cette heure tardive je voudrais être bref mais vous dire tout d'abord mes remerciements pour la qualité de l'accueil des autorités de la république fédérale et de vous même et la perfection de l'organisation de cette conférence.

S.A.S. le Prince Souverain avait signé à Rio de Janeiro la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a été ratifiée par l'Ordonnance Souveraine n° 11.260 du 9 mai 1994. *est entrée en vigueur*

Monaco applique depuis plusieurs années une politique générale de lutte contre la pollution atmosphérique qui inclut la limitation, directe ou indirecte, des émissions de gaz à effet de serre et qui s'est traduite concrètement par: l'adoption de textes visant à limiter la pollution atmosphérique. C'est le cas des Ordonnances Souveraines prises dès 1991 et concernant la lutte contre la pollution de l'air par les installations stationnaires et la lutte contre la pollution de l'air par les véhicules terrestres.

Au niveau des équipements publics, la Principauté a consacré d'importants investissements à l'épuration des fumées de ses installations de traitement des ordures ménagères qui ont eu pour effet, en particulier, de quasiment supprimer les émissions d'acide chlorhydrique.

Monaco s'est également doté d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air.

Ce réseau de stations de mesures complètement automatisé permet d'observer en continu les variations des concentrations atmosphériques de plusieurs polluants dont *qui* certains sont des précurseurs de gaz à effet de serre, à savoir:

- Monoxyde et dioxyde d'azote (Nox),
- Monoxyde de carbone (CO),
- Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

- Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

Le public est quotidiennement informé des résultats des mesures par l'intermédiaire de la presse et de la télévision locales, auxquelles les concentrations moyennes mesurées sont communiquées et comparées aux normes de qualité de l'air les plus sévères.

Pour lutter contre les conséquences négatives des émissions des véhicules, l'opacité des gaz d'échappement et leur teneur en monoxyde de carbone sont vérifiées par des centres de contrôles techniques des véhicules.

Mais dans ce domaine, la Principauté a surtout développé une action de promotion du véhicule électrique. D'une part, les services publics utilisent systématiquement ce type de véhicule chaque fois que les besoins peuvent être satisfaits par les produits existant sur le marché; d'autre part, une incitation financière a été mise en place dès le 1er janvier 1994. Son montant représente 30 % du prix d'achat, ~~hors taxe~~, du véhicule, quel que soit son type. Initialement réservé aux entreprises, il est présentement étudié l'extension de cette aide également aux particuliers.

\*\*\*\*\*

Conformément aux recommandations du Groupe international de travail sur les changements climatiques, les gaz à effet de serre font donc l'objet d'un suivi attentif par les services techniques de la Principauté.

En ce qui concerne les émissions de CO<sub>2</sub>, les principales sources sont constituées par les effluents gazeux des installations d'incinération des ordures ménagères, d'une part, et de la circulation automobile, d'autre part. Des rejets de CO<sub>2</sub> sont également causés par le chauffage des immeubles. Sur ce point toutefois, de longue date a été développé une politique d'incitation à l'utilisation du chauffage électrique au détriment des chaudières. *termiques* Les rejets de CO<sub>2</sub> dus au chauffage devraient donc être limités. Par suite de l'absence de cimenteries et d'autres industries lourdes à Monaco, les autres sources de CO<sub>2</sub> peuvent être considérées comme négligeables.

Les émissions de CO<sub>2</sub> par les sources mobiles constituées par les moteurs des véhicules sont difficiles à quantifier. La circulation automobile à Monaco est essentiellement du type urbain, comprenant donc un grand nombre de démarrages à froid et de courts trajets où les moteurs n'atteignent pas leur température d'équilibre. C'est la raison pour laquelle est menée la politique évoquée ci-dessus d'utilisation du véhicule électrique, en même temps que sont entreprises *que j'ai* des actions de sensibilisation pour le développement des transports en commun.

Il est possible, par contre, de quantifier les émissions des sources fixes et, comme je l'ai indiqué, avec les exemples des installations d'incinération des ordures, Monaco en a notablement réduit le montant, après mise en service des nouveaux épurateurs.

Aucune donnée n'est actuellement disponible sur les possibilités d'élimination naturelle du dioxyde de carbone. La proximité de la mer, la réalisation de nombreux espaces verts, permettent de penser que l'élimination naturelle de ce gaz est loin d'être négligeable.

En ce qui concerne les autres gaz à effet de serre ( $\text{CH}_4$  et  $\text{N}_2\text{O}$ ), aucune donnée n'est actuellement disponible en ce qui concerne les émissions. Compte tenu, cependant de l'absence d'industrie pétrolière et d'activité agricole, on peut supposer que les émissions de ces gaz sont négligeables.

\*\*\*\*\*

Madame le Président,

Considérant les perspectives de développement économique et démographique de Monaco dans les années à venir, on peut donc estimer que les émissions de  $\text{CO}_2$  seront effectivement contenues en Principauté d'ici l'an 2000, voire même réduites notablement, compte tenu des différentes mesures prises en matière de véhicules automobiles et d'installations industrielles. Les émissions de méthane ( $\text{CH}_4$ ) et de protoxyde d'azote ( $\text{N}_2\text{O}$ ) devraient quant à elles, rester à un niveau négligeable.

Parce que sa situation et le type des activités économiques qui y sont déployées lui permettent effectivement de maîtriser l'évolution des gaz à effet de serre, la Principauté de Monaco a le sentiment, pour ce qui la concerne, de respecter les dispositions auxquelles elle s'était engagée.

Mais parce que plus d'un cinquième de son territoire exigu se situe pratiquement au niveau de la mer, Monaco est particulièrement consciente de l'impérieuse nécessité d'une action fondée sur la solidarité internationale et comportant des dispositions concrètes auxquelles elle est prête à participer à la mesure de ses possibilités afin de mettre les générations futures à l'abri des néfastes conséquences climatiques que pourrait engendrer l'activité humaine.